

, **United Nations**

**Nations Unies**

**ECONOMIC  
AND  
SOCIAL COUNCIL**

**CONSEIL  
- ECONOMIQUE  
ET SOCIAL**

**MASTER FILE**

E/P.V. 52  
28 February 1947.  
French.

---

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC 087, Lake Success. Conformément au Règlement de procédure, toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

---

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CINQUANTE-DEUXIEME SEANCE, tenue à

LAKE SUCCESS, le vendredi 28 février 1947,

à 14 heures 45.

PRESIDENT : Sir A. RAMASWAMI MUDALIAR (Inde).

Article du Règlement financier approuvé par l'Assemblée relatif aux prévisions financières nécessitées par des résolutions du Conseil.

(Doc. E/285).

LE PRESIDENT : Le Secrétaire général a fait distribuer une note proposant un nouvel article 28, ainsi conçu :

"Avant l'approbation par le Conseil de toute proposition entraînant des dépenses imputables sur les fonds des Nations Unies, le Secrétaire général établira et fera distribuer aux membres :

- a) un rapport sommaire sur l'incidence financière de la proposition ;
- b) une prévision des dépenses qu'entraînera chaque proposition en particulier."

Y a-t-il des remarques sur cette proposition ?

M. MAC NEIL (Royaume-Uni) (Interprétation) : Cette proposition semble adéquate et je ne crois pas qu'elle appelle de commentaire puisqu'en fait elle émane de l'Assemblée générale. Il semble inutile de se livrer à une discussion générale et il n'est que de prendre acte.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Il s'agit bien d'une résolution de l'Assemblée générale qui maintenant revêt la forme d'un nouvel article devant être incorporé dans notre Règlement intérieur ; aussi paraît-il nécessaire de prendre une décision à ce sujet.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (Interprétation) : Je suis tout à fait d'accord avec le délégué du Royaume-Uni ; il s'agit d'une décision de l'Assemblée générale dont il convient de prendre acte et d'assurer l'application pratique. Ce changement semble correspondre à la nécessité signalée. Nous devrions le mentionner dans le procès-verbal de cette réunion, étant donné qu'il ne s'agit que du cadre matériel à nous tracé ;

nous devrions avoir constamment à l'esprit, lorsque nous demandons que certaines décisions soient mises en application, l'aspect soulevé par cette résolution de l'Assemblée.

Il est certain que nous avons à l'heure actuelle un champ d'activité extrêmement vaste et que nous pourrions, sans beaucoup de peine, envisager un programme qui dépasserait assez largement, le cadre d'un budget même très important.

Nous devons donc avoir constamment à l'esprit les conséquences financières d'une action recommandée par le Conseil dans un domaine quelconque. A ce sujet, il semblerait utile que, dans les prévisions budgétaires du Secrétaire général, tout ce qui a trait à l'activité des différentes commissions du Conseil soit communiqué aux Gouvernements suffisamment à l'avance pour que ces derniers puissent prendre les décisions qui s'imposeraient.

M. D. OWEN (Secrétaire général adjoint) (interprétation) :

Quelques mots au sujet de cette résolution. Dans mes observations faites ce matin, j'avais justement cette résolution présente à l'esprit; le Secrétaire général vous a par mon intermédiaire, communiqué sa pensée, à savoir que le Conseil économique et social devrait, dans la mesure du possible, travailler sans jamais perdre de vue les possibilités budgétaires.

Le nouvel article dont l'adoption est proposée répondrait aux préoccupations du Secrétaire général et mettrait en application la décision de l'Assemblée générale. Son acceptation permettrait au Secrétaire général de fournir, dans chaque cas où cela serait nécessaire, une évaluation de la répercussion financière des mesures que vous envisagez dans un domaine ou dans l'autre.

Nous avons à l'heure actuelle un budget et un personnel déterminés. Les nouveaux projets susceptibles d'être élaborés par le Conseil économique et social ne sauraient être appliqués que dans la limite de ce budget. Ceux déjà prévus ne feront pas l'objet de difficultés; mais il y aura une autre catégorie de projets, non couverts par le budget, pour lesquels le Secrétaire général pourrait être amené à faire des prélèvements sur le Fonds de roulement.

Le Secrétaire général désirerait que, chaque fois qu'un projet implique des dépenses non prévues dans le budget, le Conseil veuille bien peser sérieusement sa décision. Le Secrétariat, de son côté, fera de son mieux pour fournir toutes les estimations de dépenses possibles en tenant compte à la fois des ressources budgétaires et du personnel disponible.

Peut-être ne sera-t-il pas toujours possible de procurer ces informations au Conseil suffisamment à l'avance, ainsi qu'il a déjà été indiqué ce matin lorsque la question du calendrier des réunions s'est posée.

Je tiens à dire combien je suis heureux d'avoir entendu la proposition du représentant de la France en vue d'un meilleur espacement des réunions des commissions, d'une part, et du Conseil, d'autre part. Nous attendons donc avec intérêt le résultat des discussions ultérieures du Conseil sur ce sujet.

Je veux citer un autre aspect technique à propos d'une décision dont il a déjà été question ; la constitution d'un Conseil économique pour l'Europe.

Peut-être conviendrait-il que le Secrétariat prépare une évaluation des répercussions financières qu'aurait la constitution d'un tel Conseil économique pour l'Europe. Ce n'est toutefois pas possible à l'heure actuelle, en particulier tant que le Secrétariat ne connaîtra pas plus exactement le caractère que l'on voudrait donner à ce Conseil.

Le Secrétariat ne peut donc, pour le moment, évaluer le coût d'un tel Conseil. Il fera néanmoins toujours tout ce qui sera en son pouvoir pour fournir au Conseil, dans chaque cas, une prévision aussi exacte que possible des dépenses qu'entraîneraient ses décisions.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le point précis soumis au Conseil tend à l'introduction, après l'article 27, d'un article 28 ainsi conçu :

"Avant l'approbation par le Conseil de toute proposition entraînant des dépenses imputables sur les fonds des Nations Unies, le Secrétaire général établira et fera distribuer aux membres :

- "a) un rapport sommaire sur l'incidence financière de la proposition.
- "b) une prévision des dépenses qu'entraînerait chaque proposition en particulier."

(La proposition est adoptée sans opposition)

Rapport de la Commission des stupéfiants et résolution de l'Assemblée générale relative aux stupéfiants (Doc. E/251)

LE PRESIDENT (interprétation) : Je propose au Conseil de se livrer à un examen général du rapport de cette Commission.

Puisque nous avons la fortune de l'avoir parmi nous, je prie le Colonel Sharman, Président de la Commission des stupéfiants, de bien vouloir prendre place à la table du Conseil.

M. le Colonel SHARMAN, Président de la Commission des stupéfiants (interprétation) : Comme l'on sait, la Commission des stupéfiants doit son existence à la résolution adoptée par le Conseil économique et social le 16 février 1946.

La première session de la Commission des stupéfiants s'est tenue à Lake Success, du 27 novembre au 13 décembre 1946.

Le rapport de la Commission au Conseil économique et social a été distribué. Outre la discussion de questions d'organisation et de procédure, la Commission a passé en revue la situation générale mondiale, dans le domaine des stupéfiants, et examiné les mesures propres à maintenir et renforcer le système de contrôle international, en particulier dans les pays où ce contrôle a été interrompu du fait de la guerre.

Une attention particulière a été accordée à la question urgente de la limitation de la production des matières premières.

Différents autres problèmes ont été étudiés, notamment ceux de l'opium à fumer, en Extrême-Orient, du trafic illicite, de la toxicomanie, ainsi que la situation en Allemagne, au Japon et en Corée.

La Commission a adopté, à l'adresse du Conseil, un certain nombre de résolutions et de recommandations, contenues dans le rapport. On remarquera que l'application de ces résolutions et de ces recommandations ajoutera substantiellement au travail du Secrétariat et entraînera certaines dépenses additionnelles.

Le Conseil fera sans aucun doute que ces mesures puissent être prises.

Au cours de la session de la Commission, les représentants de trente-huit nations, tout d'abord, puis peu après de onze autres,

ont signé le protocole modifiant les accords internationaux antérieurs en la matière et transférant aux Nations Unies les attributions de l'ancienne Société des Nations dans le domaine du contrôle des stupéfiants.



Le Conseil se souviendra que de nombreux pays, encore non Membres des Nations Unies, étaient signataires précédents des accords internationaux sur les stupéfiants. La valeur et l'efficacité d'un contrôle international des stupéfiants dépendent dans une large mesure de son universalité. Il est urgent que les pays encore non Membres des Nations Unies, mais qui étaient parties contractantes aux conventions précédentes, signent le nouveau protocole, sinon de sérieuses lacunes se produiraient dans l'administration internationale. C'est pourquoi la Commission a demandé au Conseil économique et social d'examiner les mesures propres à assurer l'adhésion au protocole, le plus rapidement possible, de tous les pays non Membres des Nations Unies qui étaient signataires des arrangements et accords internationaux précédents.

Le rétablissement du contrôle international des stupéfiants à son niveau d'avant-guerre a été un des plus importants problèmes discutés par la Commission au cours de sa première session. Pour accélérer ce rétablissement dans les pays directement affectés par la guerre, et éventuellement l'améliorer, la Commission a demandé que le plus large concours technique lui soit accordé.

La Commission considère qu'il est nécessaire de commencer à préparer un recueil donnant un aperçu de la législation sur les stupéfiants dans les pays signataires des conventions antérieures, de manière à déterminer si cette législation est conforme ou non aux textes des conventions. Elle a souligné l'intérêt qu'il y a de réviser la liste des stupéfiants devant être soumis au contrôle. Le développement de nouvelles drogues, synthétiques et autres, depuis 1940, exige que la liste établie par le passé soit révisée, de façon à ce que ces nouvelles drogues puissent être également placées sous contrôle international.

La Commission a été d'avis que le travail préparatoire de révision pourrait être entrepris, de préférence, par un pharmacologue appelé à titre d'expert. Elle a accordé une attention particulière au problème de la limitation de la production des matières premières. Cette tâche avait été commencée, en 1932, par le Comité consultatif de l'opium de la Société des Nations, mais fut interrompu par la guerre. En 1944, le Gouvernement des Etats-Unis a pris l'initiative de la préparation d'une conférence sur ce sujet.

La Commission des stupéfiants a décidé de publier, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social, un questionnaire sur l'opium brut, demandant des informations complémentaires. Elle a chargé le Secrétariat de préparer, sur une feuille de coca, un questionnaire qui sera examiné par la Commission au cours de sa prochaine session. La Commission a également passé en revue la nouvelle situation créée par l'abolition de la plupart des monopoles de l'opium existant auparavant en Extrême-Orient. Dès que les territoires d'Extrême-Orient dépendant de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et du Portugal, eurent été libérés de l'occupation japonaise, les Gouvernements de ces pays déclarèrent illégales les fumeries d'opium.

La Commission a demandé au Conseil économique et social d'inviter tous les pays permettant encore l'usage de l'opium à fumer à prendre des mesures immédiates pour interdire la manufacture, le trafic intérieur et l'utilisation de cet opium.

La Commission a examiné les différents aspects de la toxicomanie. Elle a étudié cette question parce que des drogues dérivées de l'opium, de la feuille de coca et du "sang indien", ainsi que des drogues synthétiques nouvelles et barbeituriques, ont été placées sur le marché. Elle a décidé de publier un questionnaire sur la toxicomanie.

En ce qui concerne les drogues nouvelles, la Commission recommande au Conseil économique et social de rappeler aux Gouvernements qui étaient parties contractantes à la convention du 19 février 1925, qu'ils se sont engagés à informer le Comité central de l'opium des drogues, synthétiques ou non, par eux placées sous le coup de l'article 10 de cette convention. Cet article, tel qu'il est amendé par le protocole, prévoit que les gouvernements qui acceptent les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé concernant les drogues nouvelles dangereuses devant être couvertes par le champ d'activité de la convention, s'engagent à appliquer les dispositions légales dans ce domaine. La Commission recommande encore au Conseil que les Gouvernements communiquent des évaluations concernant de telles drogues au Comité central permanent de l'opium et au Conseil de surveillance.

Une attention particulière a été portée au problème de l'Allemagne. La Commission a pris note du passage suivant, tiré du rapport du Comité central de l'opium pour l'année 1945 (Doc. E/251, page 31) :

" Le comité ne peut que souligner qu'il y aurait lieu d'établir, dans le plus bref délai possible, un système selon lequel le contrôle des stupéfiants en Allemagne serait centralisé ou tout au moins coordonné dans les différentes zones, et ce, à une triple fin. Tout d'abord, il est nécessaire que les informations statistiques concernant les importations et les exportations, la fabrication, les stocks ou les saisies, soient rassemblées par une autorité centrale et transmises au Comité ainsi qu'aux Gouvernements alliés qui sont <sup>chargés</sup> d'assurer le contrôle des stupéfiants en Allemagne.

Ensuite, il est désirable qu'une telle autorité centrale rétablisse une réglementation appropriée en délivrant des licences d'importation et d'exportation pour tout le territoire allemand occupé par les autorités militaires.

Enfin, un certain nombre de mesures intérieures de contrôle devraient être uniformisées dans les quatre zones.

La Commission a demandé au Conseil d'inviter les Puissances occupantes à prendre, le plus rapidement possible, les mesures nécessaires pour l'établissement d'un contrôle efficace des stupéfiants sur l'ensemble du territoire allemand.

Le Conseil apprendra sans doute avec intérêt qu'une étude spéciale du problème des stupéfiants, au Japon et en Corée, a été faite par la Commission.

Le délégué de la Chine a soumis une proposition d'interdiction totale de la manufacture des stupéfiants au Japon et de création d'un dépôt de stupéfiants des Nations Unies en Extrême-Orient, dépôt qui serait la seule et unique source d'approvisionnement pour couvrir les besoins scientifiques et médicaux du Japon.

Une sous-commission chargée d'étudier ce problème a été constituée; elle a présenté l'alternative suivante, qui a été examinée par la Commission, qui a décidé de la soumettre au Conseil économique et social.

La première partie de l'alternative recommande la création d'un dépôt international destiné à couvrir les besoins scientifiques et médicaux du Japon; la seconde partie prévoit que toutes les importations de stupéfiants au Japon devraient être soumises à l'autorisation préalable d'un organe d'inspection désigné par les Nations Unies.

D'autre part, la Commission a décidé de recommander que des

mesures de contrôle semblables à celles adoptées pour le Japon soient appliquées en Corée.

En vue d'assurer l'incorporation des détails de ce contrôle dans les traités de paix avec le Japon, actuellement en préparation, la Commission suggère que le Conseil économique :

a) envoie ses recommandations concernant le Japon à la Commission de l'Extrême-Orient et des copies de celles-ci à tous les Gouvernements représentés à la Commission, ainsi qu'aux Autorités militaires contrôlant actuellement le Japon ;

b) envoie ses recommandations concernant la Corée à tous les Gouvernements et Autorités intéressés.

Je voudrais, maintenant, rappeler la manière harmonieuse avec laquelle la Commission a accompli sa tâche au cours de sa dernière session. Cette tâche, bien qu'essentiellement technique et non politique, a requis un esprit de coopération élevé entre les membres de la Commission, pour arriver à des résultats vraiment constructifs.

Le travail de la Commission a été grandement facilité par les décisions prises par le Conseil et par l'Assemblée en cette matière.

Les Membres du Conseil me permettront d'exprimer, au nom de la Commission, mes remerciements au Secrétaire général pour les mesures qu'il a prises et qui ont permis d'assurer un contrôle international efficace en cette période de transition si difficile au cours de laquelle les Nations Unies ont assumé les devoirs incombant précédemment à la Société des Nations.

LE PRESIDENT (interprétation) : D'autres Membres du Conseil désirent-ils faire des observations au sujet de ce rapport ?

M. NASH (Nouvelle-Zélande) (interprétation): Ne pourrions-nous pas arriver plus rapidement et plus sûrement au but que se propose d'atteindre la Commission des narcotiques et, par voie de conséquence, le Conseil lui-même, si nous demandions à l'appui de notre effort, celui d'un certain nombre d'institutions spécialisées reliées au Conseil ?

Je pense, par exemple, à l'Organisation mondiale de la Santé, à l'Organisation mondiale pour l'agriculture et l'alimentation, à l'Organisation pour les ressources mondiales, (dont la création est envisagée par les Etats-Unis), au Fonds international, à la Banque internationale, à la Chambre de commerce internationale et à d'autres encore.

Imaginons, par exemple, que la Chambre de commerce internationale intervienne, et déclare que ses membres ne s'occuperont, en aucune façon du négoce des matières premières entrant dans la confection des drogues nuisibles; que les membres de la Commission des transports s'engagent à ne pas se charger du transport de tels produits; que le Fonds international s'engage à refuser, non seulement toute aide financière à l'exploitation d'un produit nocif quelconque, mais encore tout fonds et tout soutien aux pays qui ne se conformeraient pas exactement aux prescriptions de la résolution que prendra le Conseil, ces facteurs nous permettraient d'arriver plus rapidement à un résultat que le processus un peu lent d'un appel aux différents Gouvernements.

M. MOROZOV (URSS) (deuxième interprétation du russe): Il est difficile, au cours de cette séance, de discuter le rapport de la Commission des stupéfiants en raison même de son caractère spécial. Il est surtout difficile pour moi, qui ai reçu hier seulement le texte russe du rapport, d'en envisager toutes les conséquences et toute la portée.



Je ne dirai que quelques mots sur le fond de la question, me réservant cependant le droit d'y revenir plus tard après examen du texte. Quelques remarques cependant peuvent être faites dès maintenant, 1. C'est en fonction de la résolution sur le règlement financier qu'une série de recommandations doivent être traitées et celles-ci demanderont, à la lumière du texte, certains ajustements.

2. Le Conseil économique et social avait demandé à la Commission des stupéfiants de formuler des recommandations concernant la procédure à suivre pour désigner les membres de la Commission des stupéfiants. À mon avis, ces recommandations devraient se conformer au principe général établi pour tous les organes du Conseil économique et social, c'est-à-dire que ces membres devraient être des représentants de leur gouvernement.

En conséquence, il serait peut-être plus utile de créer un sous-comité chargé d'étudier le rapport de la Commission des stupéfiants, et de faire rapport au Conseil économique et social afin que ce dernier puisse ensuite entamer une discussion plus concrète et plus détaillée.

Le PRESIDENT (interprétation): Avant de faire appel à ceux des membres du Conseil qui désirent prendre la parole, je voudrais indiquer brièvement la façon dont je conçois le travail auquel nous allons nous livrer.

Après avoir procédé, cet après-midi, à une discussion générale, je vous propose de transmettre le rapport à une Commission. En effet, un certain nombre de questions techniques doivent être discutées et ont besoin d'être sérieusement examinées, avant d'être résolues par le Conseil. A ce sujet, je voudrais attirer votre attention sur le document E/P.V.52/Ann.1 distribué ce matin par le Secrétariat. Il contient quelques précisions quant aux frais qu'il y aurait lieu de prévoir pour l'exécution des recommandations faites par la Commission des stupéfiants. Sur ce point, je vous rappelle qu'il ne peut être question d'être paralysé pour des raisons d'ordre financier. Néanmoins, avant de décider une action quelconque, le Conseil devra nécessairement envisager les frais qui pourront en résulter et, par conséquent, discuter l'urgence des travaux à entreprendre. Cependant, une fois la décision prise, la question budgétaire ne pourra en aucune façon s'opposer à cette décision.

M. YAZICI (Turquie) (interprétation): En tant que représentant d'un pays producteur de matières servant à la fabrication des stupéfiants, je voulais précisément suggérer le renvoi de ce rapport à une sous-commission du Conseil. C'est, en effet, la meilleure manière de procéder. Le Président m'a devancé, de sorte que je n'ai rien à ajouter.



M. PARRO (Pérou) (interprétation): J'appuie la proposition présentée par le représentant de l'URSS et qui consiste à renvoyer le rapport à une sous-commission.

M. SZEMING (Chine) (interprétation): La délégation de la Chine a étudié avec une attention particulière le rapport de la Commission des stupéfiants. Nous sommes heureux de constater qu'un mécanisme international de contrôle plus effectif y est établi, et nous en félicitons la Commission des stupéfiants.

Etant donné la satisfaction qu'elle éprouve sur ce point, la délégation de la Chine est prête à accepter le rapport tel qu'il est présenté; néanmoins, elle est également prête à collaborer à une étude plus poussée de ce document et à examiner avec toute l'attention voulue les modifications et les amendements que les membres du Conseil économique et social voudront présenter.

Permettez-moi quelques brèves remarques au sujet d'une proposition faite au sein de la Commission des stupéfiants par le représentant de la Chine quant au contrôle futur des stupéfiants au Japon et en Corée. Le Gouvernement de la Chine attache à ce problème une importance particulière.

J'ai déjà dit que nous étions prêts à accepter dès maintenant le rapport tel qu'il se présente actuellement, mais je tiens à souligner qu'il contient deux propositions alternatives et que ma déclaration s'applique à ces deux propositions.

Ces deux propositions alternatives pourraient être soumises à l'examen de la Commission d'Extrême-Orient pour autant du moins qu'elles concernent le Japon. Quant à la Corée, nous reconnaissons que les conditions politiques existant actuellement dans ce pays ne permettent l'application d'aucun de ces deux systèmes. Par conséquent, nous serions prêts à accepter l'ajournement de l'application des mesures envisagées en ce qui concerne la Corée.

Vous avez fait allusion tout à l'heure, Monsieur le Président, au document E/251/add.1 qui contient une estimation des dépenses qui seraient nécessitées par les propositions de la Commission des stupéfiants. Il faut avouer que les estimations pour les premiers projets - au début du texte - sont relativement modestes et acceptables, surtout si l'on a présente à l'esprit la gravité du problème.

Quant à la fin du document, elle pourrait faire naître une fausse impression que je voudrais dissiper. En effet, on pourrait croire, d'après ce texte, que les deux suggestions A et B dont j'ai parlé tout à l'heure entraîneraient des dépenses importantes de la part des Nations Unies.

La délégation chinoise comprend très bien que la suggestion B pourrait effectivement entraîner de grosses dépenses, mais je tiens à attirer votre attention sur le fait que la proposition A est entièrement différente. Elle prévoit la constitution, sous le contrôle d'une autorité internationale, d'un stock de stupéfiants et, selon l'interprétation que nous donnons à ce texte, ce ne sont pas les Nations Unies qui en supporteront les frais. En effet, cette autorité ne dépendra pas des Nations Unies, mais constituera une sorte de service public. Or, s'il en est ainsi, les dépenses seront supportées par les usagers, c'est-à-dire par les gouvernements des pays en question et peut-être, ultérieurement, par ceux d'autres pays d'Extrême-Orient ainsi que par des personnes intéressées. Dans le cas de l'alternative A, les dépenses seront donc réparties sur une base régionale.

Je tenais à corriger une fausse impression qui pouvait peut-être se dégager de la lecture de ce texte.

M. PHILLIPS (Royaume-Uni) (interprétation): Je ne voudrais pas laisser échapper l'occasion que m'offre cette discussion générale d'exprimer la gratitude du Conseil tout entier à l'égard des rédacteurs et du président de la Commission.

Le rapport qu'ils nous ont présenté est un travail excellent, concis, parfaitement au point; il apporte des solutions pratiques et, semble-t-il, efficaces.

Je constate d'ailleurs qu'il a été adopté à l'unanimité, sauf bien entendu en ce qui concerne les deux suggestions A et B auxquelles il a été fait allusion. Je remercie le délégué de la Chine d'avoir attiré l'attention des membres du Conseil sur ces deux suggestions.

Je me trouve dans une situation partiellement analogue à la sienne, en ce sens que je serais prêt à adopter l'intégralité du rapport, sauf toutefois en ce qui concerne le point que présentent les propositions A et B. Là, je me sépare de mon collègue de la Chine, car je préfère la suggestion B. En lisant le rapport, les membres du Conseil constateront eux-mêmes les difficultés qui s'attachent à la réalisation du projet dit "suggestion A". Je voudrais leur indiquer en passant que la constitution d'un stock aussi important soulève de graves problèmes administratifs: les dangers de fuite sont toujours possibles et la réunion du personnel technique nécessaire présente de grosses difficultés.

Quant à la suggestion B qui prévoit la création d'un corps d'inspecteurs, elle offre, me semble-t-il, une solution plus

facile, plus rapide et, à mon avis, elle est moins onéreuse. J'entends bien que les frais n'incomberaient pas à la trésorerie des Nations Unies, mais, d'une façon générale, pour les pays en question et pour le monde en général, la solution me paraît plus économique et comporterait d'ailleurs un avantage supplémentaire: celui de combler une lacune que nul n'ignore, en créant un corps d'inspecteurs dans le domaine des stupéfiants.

Je ne m'opposerais nullement au renvoi du rapport à la sous-commission, mais j'ai tenu, au cours de la discussion générale, à indiquer la position que prendrait la délégation du Royaume-Uni.

M. BORIS (France): La délégation française est heureuse de s'associer aux éloges adressés par le délégué britannique au rapport qui nous est soumis. Mais après les observations que j'ai présentées ce matin, j'aurais mauvais grâce à ne pas donner satisfaction à la demande faite par la délégation soviétique qui désire avoir le temps nécessaire pour examiner le rapport qui lui a été remis hier seulement.

Je tiens à ajouter néanmoins que la délégation française était prête à accepter le rapport tel qu'il est présenté, adoptant pour sa part la suggestion B, pour des raisons sur lesquelles je ne m'étendrai pas et dont la principale réside essentiellement dans la rapidité avec laquelle le système aurait pu être mis en vigueur grâce à cette solution.



M. DAVIDSON (Canada) (interprétation): Je ne désire pas que le Conseil consacre trop de temps à l'examen de ce rapport. Je tiens seulement à préciser, Monsieur le Président, que j'accepte la méthode que vous avez suggérée et qui consiste à renvoyer le rapport à une sous-commission laquelle, à son tour, devra présenter son rapport au Conseil économique et social avant la fin de sa session.

Je profite de cette occasion pour dire combien je suis heureux que ce soit un délégué du Canada qui ait fait ce rapport en tant que Président de la Commission des stupéfiants. Nous nous joignons aussi aux félicitations adressées aux Membres de la Commission pour le travail qu'elle a accompli.

En ce qui concerne la proposition relative au contrôle des stupéfiants dans les régions d'Extrême-Orient, le choix de la délégation canadienne se porte sur la deuxième alternative, pour les raisons exposées par les représentants du Royaume-Uni et de la France. En ceci, nous partageons l'opinion de la majorité des membres de la Commission, ainsi que nous l'indique le rapport.

D'autre part, l'estimation des dépenses faite par le Secrétariat me semble relativement modérée si l'on songe à l'importance et à la portée du travail qui doit être entrepris et dont les Nations Unies portent la responsabilité qui incombait autrefois à la Société des Nations.

Par ailleurs, si j'ai bien compris le représentant de l'Union soviétique au sujet de la méthode d'élection des membres du Comité central permanent de l'opium, il a dit que ces personnes devraient être des représentants de leur Gouvernement. S'il en est bien ainsi, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur l'article 19 de la Convention de 1925 signée à Genève. En effet, cet article est ainsi rédigé:

"Le Comité central comprendra huit personnes qui, par leur compétence technique, leur impartialité et leur indépendance inspireront une confiance universelle".

Plus loin, cet article dit encore:

"En procédant à ces nominations, on prendra en considération l'importance qu'il y a à faire figurer dans le Comité central, en proportion équitable, des personnes ayant une connaissance de la question des stupéfiants, dans les pays producteurs et manufacturiers, d'une part, et dans les pays consommateurs, d'autre part, et appartenant à ces pays."

"Les membres du Comité central n'exerceront pas des fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leurs Gouvernements."

C'est sur cette dernière phrase que je voudrais plus particulièrement insister. L'article que je viens de citer parle "de dépendance directe" de la part des Gouvernements et stipule que les personnes en question ne devraient pas y être soumises. Cette phrase, je voudrais que les membres du Conseil et ceux de la Commission envisagée, l'aient à l'esprit lorsqu'ils étudieront cette question.

M. VAN KLEFFENS (Pays-Bas) (Interprétation) : Je m'associe aux délégués qui, au sein du Conseil, ont exprimé leur appréciation pour le rapport de la Commission des stupéfiants.

Je voudrais, d'autre part, commenter brièvement la suggestion de notre collègue de Chine. Tout en reconnaissant la valeur des arguments qu'il a développés en ce qui concerne l'alternative a), nous avons, comme beaucoup d'autres Membres du Conseil qui ont pris précédemment la parole, une préférence marquée pour l'alternative b). Si celle-ci est adoptée, le but que nous poursuivons sera atteint non seulement plus facilement et plus rapidement, mais aussi plus complètement et plus économiquement.

M. STINEBOWER (Etats-Unis) (Interprétation) : Je ne voudrais pas prolonger le débat, d'autant plus que les détails du rapport seront étudiés par le comité que nous allons créer.

Il ressort du rapport que la délégation des Etats-Unis à la Commission des stupéfiants s'est prononcée en faveur de l'alternative a). Aussi dois-je préciser notre position telle qu'elle apparaît aujourd'hui.

Le représentant des Etats-Unis à la Commission des stupéfiants a tenu à étudier de très près la possibilité et le mécanisme de constitution d'un stock tel que le prévoit l'hypothèse a). Ayant examiné à fond et les possibilités de constitution d'un stock et les possibilités d'administration, nous sommes convaincus que la seule solution vraiment efficace et économique résiderait dans l'adoption de l'alternative b). Nous avons surtout été conduits à cette conclusion parce que l'alternative b) se trouve déjà appliquée, en fait, au Japon et qu'il s'agirait simplement de superposer un inspectorat international au contrôle déjà établi par l'armée d'occupation.

M. SHARMAN (Président de la Commission des stupéfiants) :



(interprétation) : Il me paraît utile de souligner deux points qui seront peut-être de quelque intérêt pour le Conseil économique et social.

Le délégué de la Nouvelle-Zélande a relevé la possibilité de coopération entre la Commission des stupéfiants et l'Organisation Mondiale de la santé, d'une part, et d'autres organismes internationaux, notamment des organismes de type financier, d'autre part.

Je suis heureux de vous assurer que la Commission des stupéfiants coopèrent déjà étroitement avec l'Organisation Mondiale de la santé, non seulement en théorie mais aussi en pratique, puisque ce dernier organisme a déjà désigné deux Membres du Comité qui s'occupe de l'évaluation des besoins en stupéfiants.

Nous collaborerons toujours avec plaisir avec d'autres organismes internationaux.

Quant au point de vue <sup>financier</sup>, dont on a également parlé, je crois pouvoir dire qu'il deviendra de plus en plus important dans l'avenir. Je puis parfaitement imaginer qu'un pays dont les revenus dépendent en bonne partie de la culture de l'opium, puissent trouver une aide considérable dans le rétablissement de son équilibre économique, <sup>si</sup> au moment où il abolit la culture de l'opium pour des usages illicites, il est en mesure d'obtenir une collaboration internationale, et si notamment, au moment où il doit remplacer la culture de l'opium par une autre, il peut être financièrement aidé par des organismes internationaux ou de quelque autre moyen, de façon à compenser les pertes subies du fait de la suppression de la culture de l'opium.

Un autre point sur lequel je ne dirai que quelques mots, étant donné qu'il a déjà été traité d'une manière excellente par le délégué du Canada, est celui de la désignation des candidats au Comité central de l'opium. Cette question, en effet, comme le délégué du Canada l'a fait remarquer, est déjà tranchée par le

texte même de la convention de 1925 dont l'article 19 dont il a été  
donné lecture prévoit les modalités.

Je suis heureux de dire également que l'URSS est un des signa-  
taires de cette convention.

LE PRESIDENT (interprétation) : Le Directeur du Fonds monétaire international, qui se trouve aujourd'hui parmi nous, a demandé la parole. Je la lui donne..

M. C. GUTT (Directeur du Fonds monétaire international) : Je m'excuse de prendre la parole au pied levé sur un sujet qui ne m'est guère familier. En effet, je viens seulement de prendre connaissance du rapport que vous venez de discuter et je ne pensais pas que ce débat pourrait conduire à une demande à l'adresse du Fonds monétaire international. L'intervention du représentant de la Nouvelle-Zélande, mon ami M. Walter Nash, a cependant eu cet effet. M. Nash a suggéré qu'en plus du contrôle direct que vous proposez, un contrôle indirect soit exercé par un organisme financier tel que la Banque internationale ou le Fonds monétaire international.

Comme je vous le disais tout à l'heure, il m'est évidemment impossible de répondre à une telle suggestion sans avoir étudié la question. Si j'interviens, c'est parce qu'il me paraît nécessaire de vous éviter une désillusion. Il va de soi que le Fonds monétaire international est absolument partisan de la coopération la plus étroite possible entre les différents organes, mais je dois vous dire tout de même ma première impression relative à la suggestion présentée.

Nous sommes liés par notre Charte, celle de Bretton-Woods. Nous intervenons en cas de déséquilibre temporaire d'un pays, c'est-à-dire dans le cas où les exportations visibles et invisibles de ce pays sont inférieures à ses importations. C'est ce déséquilibre lui-même et son caractère temporaire qui importent au Fonds monétaire international pour prendre une décision. En principe, nous n'allons pas au delà de l'étude des causes de ce caractère temporaire du déséquilibre; nous n'entrons pas dans le détail du déséquilibre lui-même, ni dans celui des importations ou des exportations. C'est la raison.....

pour laquelle il me paraît difficile, en principe, d'adopter la suggestion présentée.

En d'autres termes, Messieurs, nous sommes un organisme financier - qu'on ne l'oublie pas - et c'est pourquoi je tiens à préciser notre position qui donne souvent lieu à des malentendus. Nous sommes un organisme créé uniquement à des fins financières, commandé essentiellement par des considérations financières. Nous devons aider à l'assainissement financier et monétaire. C'est la raison pour laquelle le Fonds a été créé. D'autres organismes ont pour tâche d'aider à l'assainissement commercial d'autres encore à l'assainissement moral.

Tous ces organismes, certainement, doivent finalement concourir à la même fin, c'est-à-dire le rétablissement de l'équilibre mondial. Mais pour y arriver, chacun doit faire son métier le mieux qu'il le peut, et rien que son métier. A mon avis il y aurait un danger, sous couleur de coordination à faire du Fonds monétaire international ou de n'importe quel autre organisme une sorte de bonne à tout faire ou, si vous le voulez, un "Jack of all trade".

M. B. YAZICI (Turquie)(interprétation) : J'ai écouté avec intérêt les déclarations que vient de faire M. Godeaux au nom du Fonds monétaire international.

Je désire ajouter que je vois également un danger dans la tendance qui semble se manifester parfois, à charger le Fonds monétaire international d'obligations qui ne sont pas prévues par la Charte de Bretton-Woods. Notre devoir est de veiller à éviter ce danger.

M. WALTER NASH (Nouvelle-Zélande) (Interprétation) : Il me semble qu'il y a là un léger malentendu. Deux organismes, étroitement apparentés l'un à l'autre, ont été créés, à la suite des négociations de Bretton Woods : le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. M. Camille Gutt, tout à l'heure, a parlé de l'organisme qu'il préside et qui a pour but essentiel de corriger les déséquilibres économiques qui peuvent se présenter entre différents pays. Quant à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, elle vise très nettement, comme son nom l'indique, à un travail de reconstruction et de développement. Je ne vois donc pas pourquoi cette banque ne serait pas appelée, à un moment donné, à venir en aide à un pays qui, du fait de l'exécution des instructions des Nations Unies, subirait une perte de revenus. Il me semble qu'à ce point de vue l'intervention de la Banque serait pleinement justifiée.

LE PRESIDENT (Interprétation) : Nous avons eu une discussion assez approfondie et nous avons même singulièrement dépassé le cadre de notre mandat en examinant, ou en risquant d'examiner, la Charte de la Banque internationale et celle du Fonds monétaire international. Ce sont des questions que nous n'avons pas à discuter ici.

Pour ma part, je désire m'associer aux remerciements qui ont été adressés au Président de la Commission des Stupéfiants, pour le travail accompli par cette dernière et le rapport très précis qu'elle nous a fourni. Il indique très exactement ce que devrait être l'action du Conseil économique et social.

Suivant la décision prise il y a un instant, je voudrais renvoyer une question à la Commission qu'il s'agit de constituer et selon la méthode que nous avons toujours appliquée, je vous propose comme membre de cette Commission les pays suivants : Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, URSS, Inde, Pérou, Nouvelle-Zélande, République socialiste soviétique de Biélorussie, Venezuela et Liban. En un mot, 'il s'agit de

revenir à un organisme analogue à celui que nous avons déjà constitué, c'est-à-dire à une Commission sociale du Conseil devant laquelle seraient renvoyées toutes les questions entrant dans le cadre de cette activité particulière. La question des stupéfiants est la première à se présenter : nous demanderons

à la Commission d'entreprendre l'étude de ce rapport.

M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (interprétation) : Monsieur le Président, je ne voudrais pas m'opposer à la proposition que vous venez de faire. Je crois pourtant que la suggestion à laquelle vous venez de faire allusion consistait à nommer un sous-comité spécial à l'effet d'étudier la question des stupéfiants et le rapport de la Commission. Si j'ai bien compris, il s'agit maintenant d'une proposition différente, tendant à désigner les membres de la Commission sociale du Conseil économique et social. Il y a une nuance, et je ne serais pas prêt, pour l'instant, à voter sur ce point. Je crois d'ailleurs qu'il y aurait un inconvénient à le faire dès maintenant. Certains pays qui n'ont pas été mentionnés dans la liste proposée par le Président pourraient être intéressés à telle ou telle question soumise à la Commission sociale et il serait désirable, par conséquent, qu'ils en fissent partie. Je vous demande donc, Monsieur le Président, s'il serait possible de renvoyer à demain la désignation des Membres de la Commission sociale du Conseil.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne vois pas d'inconvénient, si tel est le désir des Membres du Conseil, à remettre la décision, mais je voudrais faire observer que j'ai procédé à la constitution de cette commission suivant le mode que nous avons adopté précédemment. Cuba fait partie de la Commission économique, mais si le délégué de Cuba voit un avantage à passer à la Commission sociale, je n'y serai pas opposé.

M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (interprétation) : J'ai soulevé ce point, non parce que mon pays y apporte un attaché particulier, mais pour une raison de principe.

Je ne suis pas actuellement en mesure de dire si nous préférons participer aux réunions de la Commission sociale ou à celles de la Commission économique. Il est, à mon avis, trop tôt pour décider de la composition exacte de la Commission sociale car nous ne connaissons pas les questions qui lui seront renvoyées.

La solution pourrait être trouvée par l'adoption d'une sorte de clause de sauvegarde selon laquelle les pays intéressés à telle ou telle question auraient la possibilité d'envoyer des observateurs à la Commission chaque fois qu'ils l'estimeraient utile.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai oublié d'indiquer au Conseil que, comme d'usage, il sera toujours loisible à des membres qui ne font pas partie en titre d'une commission d'assister à ses délibérations lors de la discussion de toute question qui pourrait les intéresser particulièrement.

M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (interprétation) : Dans la traduction française de mon intervention le mot "observateurs" a été prononcé. Or, je n'avais pas employé ce mot. Mon idée était que tout pays devait pouvoir assister aux réunions, avec pleins droits et non comme observateur.



LE PRESIDENT (interprétation) : Ceci étant entendu, puis-je admettre que le Conseil a approuvé cette décision ?

M. MALIK (Liban) (interprétation) : Je crois qu'il subsiste encore une certaine ambiguïté. On a parlé, d'une part, de personnes qui assisteraient aux réunions de la Commission et, d'autre part, d'observateurs, mais il conviendrait de préciser si ceux qui assistent à la réunion d'une commission sans en être membres ont ou non droit de vote.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il est bien évident que chaque membre d'une commission qui ne serait pas satisfait de ce qui se passerait au sein de cette commission aurait toujours la possibilité de reprendre la question devant le Conseil. Tout président prudent d'une commission fera certainement le nécessaire pour que le membre en question puisse s'expliquer très largement au sein de la Commission.

Je propose donc que cette Commission soit nommée. Si aucune observation n'est présentée, je la considérerai comme constituée des pays que j'ai indiqués.

Cette proposition est adoptée.

LE PRESIDENT (interprétation) : Je ne vois pas d'inconvénient, si tel est le désir des Membres du Conseil, à remettre la décision, mais je voudrais faire observer que j'ai procédé à la constitution de cette commission suivant le mode que nous avons adopté précédemment. Cuba fait partie de la Commission économique, mais si le délégué de Cuba voit un avantage à passer à la Commission sociale, je n'y serai pas opposé.

M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (interprétation) : J'ai soulevé ce point, non parce que mon pays y apporte un attachement particulier, mais pour une raison de principe.

Je ne suis pas actuellement en mesure de dire si nous préférons participer aux réunions de la Commission sociale ou à celles de la Commission économique. Il est, à mon avis, trop tôt pour décider de la composition exacte de la Commission sociale car nous ne connaissons pas les questions qui lui seront renvoyées.

La solution pourrait être trouvée par l'adoption d'une sorte de clause de sauvegarde selon laquelle les pays intéressés à telle ou telle question auraient la possibilité d'envoyer des observateurs à la Commission chaque fois qu'ils l'estimeraient utile.

LE PRESIDENT (interprétation) : J'ai oublié d'indiquer au Conseil que, comme d'usage, il sera toujours loisible à des membres qui ne font pas partie en titre d'une commission d'assister à ses délibérations lors de la discussion de toute question qui pourrait les intéresser particulièrement.

M. PEREZ CISNEROS (Cuba) (interprétation) : Dans la traduction française de mon intervention le mot "observateurs" a été prononcé. Or, je n'avais pas employé ce mot. Mon idée était que tout pays devait pouvoir assister aux réunions, avec pleins droits et non comme observateur.

LE PRESIDENT (interprétation) : Ceci étant entendu, puis-je admettre que le Conseil a approuvé cette décision ?

M. MALIK (Liban) (interprétation) : Je crois qu'il subsiste encore une certaine ambiguïté. On a parlé, d'une part, de personnes qui assisteraient aux réunions de la Commission et, d'autre part, d'observateurs, mais il conviendrait de préciser si ceux qui assistent à la réunion d'une commission sans en être membres ont ou non droit de vote.

LE PRESIDENT (interprétation) : Il est bien évident que chaque membre d'une commission qui ne serait pas satisfait de ce qui se passerait au sein de cette commission aurait toujours la possibilité de reprendre la question devant le Conseil. Tout président prudent d'une commission fera certainement le nécessaire pour que le membre en question puisse s'expliquer très largement au sein de la Commission.

Je propose donc que cette Commission soit nommée. Si aucune observation n'est présentée, je la considérerai comme constituée des pays que j'ai indiqués.

Cette proposition est adoptée.